|  |  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| ***Province*** | ***Législature*** | ***Session*** | ***Type de discours*** | ***Date du discours*** | ***Locuteur*** | ***Fonction du locuteur*** | ***Parti politique*** |
| Québec | 39e  | 1re  | Étude des crédits du ministère de l’Éducation | 21 avril 2009 | Mme Michelle Courchesne | Ministre de l’Éducation, du Loisir et du Sport  | PLQ |

**Mme Courchesne:** Merci, M. le Président. D'abord, permettez-moi de saluer mes collègues parlementaires qui m'accompagnent ce matin, mon adjoint parlementaire le député de Charlesbourg, la députée de Gatineau, la députée de Trois-Rivières, le député de Rouyn-Noranda et la députée de Mille-Îles, de même que bien sûr toute l'équipe sous-ministérielle du ministère.

M. le Président, je veux saluer aussi la critique officielle en matière de collèges et universités, études supérieures, la députée de Taillon, lui dire que c'est toujours un plaisir de me retrouver devant elle et répondre à ses questions qui habituellement sont fort rigoureuses, et lui dire qu'elle peut compter sur notre entière collaboration puisque cet exercice de l'étude des crédits en commission parlementaire se veut d'abord et avant tout un exercice démocratique mais un exercice empreint de transparence où nous devons bien sûr répondre aux enjeux qui sont devant nous pour permettre à notre système d'éducation, d'études supérieures de continuer son progrès, sa croissance, tel que nous le faisons depuis 2003, M. le Président.

Vous savez que, lors du dernier budget, malgré une situation économique fort difficile, malgré un contexte des finances publiques on ne peut plus difficile puisque notre collègue des Finances a annoncé un déficit, malgré cette situation, M. le Président, notre gouvernement a fait en sorte que la santé et l'éducation demeurent des secteurs absolument prioritaires, pour lesquels il n'y a pas de coupure de budget ni de services, pour lesquels nous continuons de maintenir un rythme de croissance de 3,2 %, ce qui est quand même fort appréciable.

Et rappelons-nous, M. le Président, que, comme gouvernement, depuis 2003, nous avons constamment réinvesti, contrairement au gouvernement précédent -et les chiffres sont très éloquents à cet égard-là -où il y a eu des coupures substantielles dans le secteur particulièrement des études supérieures. Nous avons réinvesti sans relâche, année après année, depuis 2003. Et nous avons aussi réussi à obtenir un réinvestissement fédéral qui est indexé chaque année et qui très certainement, et nous aurons l'occasion d'en faire la démonstration, fait une grande différence pour le secteur universitaire particulièrement, mais aussi le secteur des collèges, un réinvestissement qui apporte certainement une bonne bouffée d'oxygène et qui permet, par exemple, de réembaucher des professeurs, qui permet de maintenir un rayonnement international, qui permet très certainement de maintenir aussi et d'améliorer la qualité de l'enseignement, qui permet d'accroître l'accessibilité, parce que, quand on parle d'études supérieures, M. le Président, nous voulons aussi accroître l'accessibilité à notre réseau de l'éducation. Donc, dans ce sens-là, je pense que ce réinvestissement-là est très important.

Rappelez-vous que nous avions, avant le réinvestissement fédéral, annoncé un réinvestissement de 240 millions de dollars et que, l'an dernier, nous avons ajouté à ces sommes un autre 53 millions de dollars qui est récurrent, M. le Président. Donc, ce sont des sommes qu'on oublie, malheureusement. On oublie d'en reparler. On oublie trop facilement de souligner l'importance de ces sommes-là qui font la différence lorsqu'on prend université par université.

Maintenant, ça ne veut pas dire qu'il n'y a pas de défis qui sont devant nous. Et je fais confiance à la députée de Taillon pour souligner avec pertinence l'ampleur de ces défis. Mais je pense que nous aurons des échanges, comme toujours, des échanges très francs, où j'espère que nous pourrons partager des points de vue sur ces enjeux qui sont liés directement à l'avenir... liés pour s'assurer que l'avenir des universités et des collèges soit un avenir... puisqu'on dit que le passé est garant de l'avenir, et je parle d'un passé récent, feront en sorte que nous pourrons continuer de propulser nos universités et collèges vers la fine pointe du savoir, la fine pointe des connaissances puisqu'aussi, n'oublions pas, nous faisons des réinvestissements majeurs en matière d'immobilisations, 1,5 milliard sur cinq ans, pour maintenir nos équipements, pour développer de nouvelles initiatives mais aussi pour combler des déficits d'entretien. Et ça aussi, M. le Président, je pense que ça arrive vraiment à point nommé, puisque nous allons pouvoir conjuguer le développement de nouveaux emplois à un maintien de qualité de nos équipements.

Et, particulièrement en enseignement, il faut être à la fine pointe aussi des nouvelles technologies, que ce soit en médecine, que ce soit dans les facultés de génie, que ce soit dans les différents laboratoires, que ce soit même dans les sciences sociales, où les nouvelles technologies permettent d'atteindre le reste du monde en une fraction de seconde, donc permettent les échanges, permettent le partage, permettent de confronter nos expertises à ce qui se fait de mieux à travers le monde. Donc, il y a des investissements fort importants, à cet égard-là, pour nous assurer de pouvoir poursuivre sur la lancée qui fait la renommée du Québec, M. le Président.

Nous voyons que notre clientèle est en hausse, et ça, c'est tant mieux de voir qu'effectivement... On dit souvent que, dans des périodes d'économie plus difficiles, ça augmente le nombre d'inscriptions dans nos maisons d'enseignement, dans nos institutions. Bon, bien, tant mieux si on peut augmenter encore le taux de diplomation de notre population et qu'on puisse offrir donc cette possibilité aux jeunes et aux moins jeunes puisque maintenant la fréquentation des universités n'a presque plus d'âge. Soulignons-le, ça, c'est une des belles évolutions de nos sociétés modernes.

Et donc, dans ce sens-là, M. le Président, je termine en vous disant que c'est avec beaucoup de fierté que je me présente devant cet auditoire et devant ceux et celles qui nous écoutent pour défendre les choix budgétaires qui ont été faits, mais surtout pour témoigner de notre volonté comme gouvernement de faire de l'éducation notre première priorité. Je vous remercie.